



L'Écho du Triangle du 29 novembre 2018

Spécial convocation au TGI de Pontoise mercredi 5 décembre

Dans ce numéro :

- * **TOUS A PONTOISE mercredi 5 décembre** devant le Tribunal de grande instance 9h-12h
- * **Rassemblement à Paris 80 bd Auguste-Blanqui-75013** à la rencontre de M. Geoffroy DIDIER, Président de l'EPF Ile-de-France et Vice-Président du Conseil régional **mardi 4 décembre 8h30-9h15**
- * **Réunion publique à Paris samedi 1^{er} décembre** pour le lancement du comité de soutien «Terres de Gonesse - Paris-Centre»
- * **Eco-Games Paris, dans le 2^{ème} arrondissement dimanche 2 décembre**
- * **Exposition, marché bio et débat au Pavillon de l'Arsenal à Paris jusqu'au 29 janvier**
- * **Signez la pétition contre la gare du Triangle** mise en ligne par le site **CYBERACTEURS.ORG**
- * **Le CNCC et le MEDEF opposés à la hausse de la fiscalité sur les entreprises pour financer le Grand Paris Express mais pas à EuropaCity qui alourdit la facture : incohérent !**
- * **Donnez du sens à votre fourchette** avec **What the Food !**
- * **Soutenez l'action du Collectif : aidez-nous à faire face aux frais de justice.**
- * **Rejoignez les Comités "TERRES DE GONESSE"**
- * **PRESSE - MEDIAS**

TOUS A PONTOISE MERCREDI 5 DÉCEMBRE

DEVANT LE TRIBUNAL

Le CPTG vous appelle à venir vous opposer à l'expulsion des légumes du Triangle de Gonesse dès 9h au TGI de Pontoise

3 Rue Victor Hugo, 95300 Pontoise

à 700m de la gare de Pontoise (trains au départ des gares du Nord ou Saint Lazare).

L'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) poursuit notre collectif, le CPTG, devant le Tribunal de grande instance (TGI) de Pontoise, où il espère obtenir des juges une interdiction de poursuivre la culture de choux, radis, oignons, fèves, courges, courgettes et autres cucurbitacées qui s'épanouissent là depuis mai 2017, de nous rassembler lors des Fêtes des Terres de Gonesse contre EuropaCity, pour CARMA et d'assurer une présence régulière de nombreux dimanches.

Mercredi 5 décembre à Pontoise le CPTG sera défendu par **Me Étienne AMBROSELLI** qui a déposé le 7 novembre un mémoire en réplique pour s'opposer à cette demande d'expulsion du potager du fait que :

- l'EPFIF ne justifie ni de sa qualité à agir ni de son intérêt à agir ;

- le CPTG et ses ami(e)s prennent soin d'une parcelle délaissée en y cultivant un potager collectif le plus paisiblement du monde de sorte que l'EPFIF ne subit aucun trouble de jouissance ;
- l'expulsion serait une mesure incompréhensible au regard du devoir que nous avons tous de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement, patrimoine commun des êtres humains.

Lors de l'audience précédente le 14 novembre l'avocat de l'EPFIF ayant cru bon de communiquer une pièce nouvelle la veille de l'audience à 20h, notre avocat était fondé à demander le report de l'audience convoquée depuis 2 mois. Le tribunal a donc renvoyé l'examen de la demande de l'EPFIF au mercredi 5 décembre 2018 à 9h30.

Quelle que soit la décision du Tribunal le 5, et même si nous étions empêchés de faire pousser nos légumes sur la parcelle mise en culture en 2017, le CPTG continuera à vous accueillir sur le Triangle de Gonesse pour des VISITES DÉCOUVERTES mensuelles en hiver et bihebdomadaires le reste de l'année :

Prochaines visites les dimanches 9 décembre 2018 et 13 janvier 2019



Merci aux quelques 40 sauveteur-e-s des terres présent-e-s de bon matin au TGI de Pontoise mercredi 14 novembre. Admirez la créativité des différentes pancartes brandies à l'entrée du tribunal : "*Ne soyez pas radicales*", "*Ne carotez pas nos terres de Gonesse*", "*Droit du sol pour les légumes : on est né à Gonesse, on grandira à Gonesse*", "*Défendons la commune libre des légumes de Gonesse*" ...

TOUS À LA RENCONTRE DE M. GEOFFROY DIDIER

Président de l'EPF Ile-de-France et Vice-Président du Conseil régional

à l'ouverture du Colloque organisé par le journal Le Monde et l'EPFIF

Rendez-vous mardi 4 décembre de 8h30 à 9h15

devant l'Auditorium du journal Le Monde 80 bd Auguste-Blanqui - Métro : Glacière



LE GRAND PARIS DES MAIRES

Jérôme Fenoglio, Directeur du Monde

Gilles Bouvelot, Directeur général de l'EPPFIF

ont le plaisir de vous convier à une matinée-débat animée par Emmanuel Davidenkoff, rédacteur en chef au Monde.

MARDI 4 DÉCEMBRE DE 9H À 13 H

Auditorium du Monde

80 boulevard Auguste-Blanqui - 75013 Paris

.....

PARIS STÉRILE / PARIS FERTILE

EUROPACITY ET LE PROJET CARMA

A l'occasion du lancement du comité de soutien «Terres de Gonesse - Paris-Centre»

Conférence-débat

avec **Jean-Yves Souben**, vice-président du Collectif Pour le Triangle de Gonesse et **Cyril de Koning** du groupement CARMA

Samedi 1^{er} décembre 2018 à 10h à Paris

A la Maison de la Vie Associative et Citoyenne du Marais (MVAC)

5, rue Perrée 75003 Paris - M° République/ Temple

Une initiative d'ATTAC-Paris avec le soutien d'EELV-Paris et du PCF-Paris

Invitation à télécharger [ICI](#)

.....

ECOGAMES AVEC METROPOP À PARIS

à la Mairie du 2^{ème} et au Centre Jean Dame 17 Rue Léopold Bellan, 75002 Métro : Sentier.

Dimanche 2 décembre entre 10h et 17h

Un ensemble de **Défis** que le grand public présent sera amené à relever au Centre Jean Dame et en mairie. Une trentaine d'associations participent à l'événement, l'objectif étant de promouvoir sport et environnement à travers des jeux. Les gages sont des épreuves sportives. **Le public est familial et jeune. Métropop et le CPTG seront présents et animeront un jeu de plateau sur le Grand Paris, à la découverte de son environnement et de l'urbanisation des sols.** De nombreux autres stands, activités et associations seront également présents.

Pour en savoir plus, voir la page internet de l'événement en cliquant [ICI](#).

.....

TOU-TE-S À LA MARCHÉ POUR LE CLIMAT

le 8 décembre Place de la Madeleine au Trocadéro (à confirmer)

Départ prévu à 14h

Dans cette période d'urgence sociale et climatique, le 8 décembre marchons pour sonner l'alarme pendant la COP 24.

124 marches, dans 14 pays sont déjà recensées. A Paris nous marcherons dans le cortège des associations pour porter parmi tous les porteurs de messages en faveur de la justice sociale et de la justice climatique indissociablement liées la voix des "sauveteurs des terres de Gonesse", des opposants au projet pharaonique et climaticide EuropaCity et des artisans du projet CARMA.

POUR CARMA CONTRE EUROPACITY

UN ANCIEN MINISTRE S'ENGAGE

Pour lire le texte complet de la lettre de M. Christian SAUTTER

et Mme Catherine CADOU, cliquez [ICI](#)



LE NOUVEL URBANISME SERA AGRICOLE OU NE SERA PAS !

Exposition CAPITAL AGRICOLE à Paris

Jusqu'au 27 janvier 2019

au Pavillon de l'Arsenal à Paris,
une exposition explore le potentiel agricole
de l'Ile-de-France



Le commissaire de l'exposition, M. Augustin Rosenstiehl déclare à l'AFP : *"Contre-exemple d'aménagement urbanistique à vocation agricole, le projet EuropaCity sur le triangle de Gonesse illustre "tout ce qu'il ne faut pas faire" pour rendre une ville agricole "*.

Lire notre article du 19 nov. 2018 en cliquant [ICI](#)

L'Avant-Propos de Mme la Maire de Paris, Anne HIDALGO au dossier de presse et à l'album de l'exposition réjouira les promoteurs du projet CARMA. Il redonne au CPTG et à tous les opposants au projet EuropaCity l'espoir de voir enfin la Mairie de Paris s'engager dans la défense des terres agricoles qui entourent la capitale et mettre fin à son soutien au projet EuropaCity et à ses opérations publicitaires dans la capitale comme le 2 août dernier avec le bien mal nommé carnaval "Happy Vallee" (Lire notre article du 2 juin 2018 : [ICI](#))



Signez la pétition contre la gare du Triangle

Triangle de Gonesse : le gouvernement offre une gare à Auchan !



Le préfet du Val d'Oise a accordé le permis de construire de la gare « Triangle de Gonesse », cédant à la pression du groupe de grande distribution Auchan, qui veut construire son mégacentre EuropaCity sur les terres fertiles de la Plaine de France.

« Une gare en plein champ, dans une zone sans habitant, c'est complètement aberrant » déclare Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG). « Tant d'autres besoins en transports en commun urgents ne sont pas satisfaits ! Mais le gouvernement préfère céder aux lobbies, au détriment des habitants du territoire. »

Signez [la pétition mise en ligne le 26 septembre 2018 par le site CYBERACTEURS.ORG](https://www.cyberacteurs.org/petition)

Elle prendra fin le : 26 décembre 2018

Elle sera envoyée au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire.

Le CNCC et le MEDEF opposés à la hausse de la fiscalité sur les entreprises pour financer le Grand Paris Express mais pas à EuropaCity qui alourdit la facture : **incohérent !**

Le 16 novembre dernier nous apprenions que (1) l'Assemblée nationale avait adopté, vendredi 16 novembre, avec le soutien du gouvernement, deux amendements au projet de loi de finances 2019 destinés à accroître les recettes de la Société du Grand Paris (SGP), chargée de réaliser le Grand Paris Express :

- le premier amendement vise à faire financer par les touristes une partie de cette infrastructure de transports, en mettant en place une « taxe additionnelle de 15 % à la taxe de séjour » perçue par les communes d'Ile-de-France (recette estimée à 20 M€/an au début) ;
- le second amendement a pour objectif d'« aménager » la taxe sur les bureaux, entrepôts et autres locaux professionnels appliquée en Ile-de-France, en supprimant certaines dérogations tarifaires, en augmentant de 10 % le montant de la taxe à Paris et dans les Hauts-de-Seine, et en incluant dans l'assiette les stationnements commerciaux – à l'exception des parkings relais visant à faciliter l'usage des transports en commun (recette estimée à 120 M€/an).

Ce second amendement n'a pas plu du tout aux organisations patronales du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) du Grand Paris et du Conseil national des centres commerciaux (CNCC) ;

- selon le MEDEF Grand Paris qui regroupe le Medef Paris, Hauts-de-Seine et Est Parisien, « cette dernière taxe augmenterait de 10 %. Avant une discussion en séance publique à l'Assemblée mercredi et jeudi, l'organisation patronale "constate avec inquiétude que les dérives budgétaires du Grand Paris Express pèsent toujours plus lourdement sur les entreprises du Grand Paris » et « il est temps de prendre conscience que ce projet est au service de tous les Français, et ne peut ni ne doit peser sur les seuls acteurs économiques parisiens » (2) ;
- selon le CNCC, « quand il s'agit d'inventer de nouvelles recettes fiscales, le gouvernement sait trouver les acteurs du commerce. (...) Autre exemple récent, le PLF (projet de loi de finances) actuellement discuté au Parlement prévoit d'inclure les parkings commerciaux de la région Île-de-France dans le champ de la TSBCS (taxe sur les bureaux, les locaux commerciaux et de stockage) de façon à financer les dérapages budgétaires du Grand Paris Express... No comment ! » (3).

Si on passe sous silence le fait que les adhérents du MEDEF Grand Paris vont gagner beaucoup d'argent grâce aux chantiers du Grand Paris Express et que certains adhérents du CNCC bénéficient d'une fiscalité dérogatoire (4), **on peut suggérer à ces deux organisations patronales d'exiger du gouvernement une piste d'économies pour faire baisser le budget de la Société du Grand Paris plombé par les 35 milliards du coût estimé du Grand Paris Express : exiger l'abandon du détour de 5 km par le Triangle de Gonesse et de la gare en plein champ ferait économiser près d'1 Milliard d'euros !**

- (1) Article « Une hausse de taxes de 140 millions d'euros pour financer le métro du Grand Paris » de **Grégoire Allix** paru le 16/11/2018 sur le site Internet du Monde : http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/11/16/une-hausse-de-taxes-de-140-millions-d-euros-pour-financer-le-metro-du-grand-paris_5384449_3234.html
- (2) Article « Le Medef craint un alourdissement des taxes pour financer le Grand Paris Express » du 12/11/2018 reprenant une **dépêche de l'AFP** : <http://www.businessimmo.com/contents/104316/le-medef-craint-un-alourdissement-des-taxes-pour-financer-le-grand-paris-express>
- (3) Tribune « Que le gouvernement arrête de stigmatiser le monde du commerce ! » de **Gontran Thüring**, délégué général du CNCC parue le 26/11/2018 sur le site d'informations immobilières BusinessImmo : <http://www.businessimmo.com/contents/104844/que-le-gouvernement-arrete-de-stigmatiser-le-monde-du-commerce>
- (4) Cf. <http://solutions-investisseurs.fr/scpi/foncières-cotees/> et <https://www.monfinancier.com/les-foncières-cotees-vont-elles-encore-avoir-la-cote-10599.html>

Donnez du sens à votre fourchette avec **What the Food !**

L'Association **What the Food** cherche à revaloriser l'alimentation à l'amont et à l'aval des différentes cantines. Elle vise spécifiquement à permettre une alimentation plus qualitative et plus étroitement liée aux territoires proches et à promouvoir l'agriculture urbaine et périurbaine.

Pour découvrir cette association souvent partenaire du CPTG, visitez leur site internet : <http://whatdefood.wixsite.com/what-the-food>

Soutenez financièrement l'action du Collectif AIDEZ-NOUS À FAIRE FACE AUX FRAIS DE JUSTICE !

Notre collectif d'associations ne reçoit aucune subvention. Nous ne pouvons compter que sur les cotisations annuelles et les dons de nos adhérents et amis.

Aujourd'hui quatre appels ou recours sont en instance devant les juridictions françaises et européennes. Cela entraîne d'importants frais de procédure et nous impose de rémunérer les avocats professionnels qui nous conseillent déjà depuis plusieurs années et qui sont agréés auprès des tribunaux compétents à CERGY-PONTOISE, PARIS et BRUXELLES.

1. **Appel de la révision du PLU** : le 31 octobre 2018, notre avocat a déposé auprès du Tribunal administratif de Cergy un nouveau mémoire en réplique pour obtenir l'annulation de la **délibération du conseil municipal de Gonesse du 25 septembre 2017 portant approbation de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)**. Ce mémoire de 40 pages a nécessité un travail important pour répondre à l'argumentation développée en défense par la commune de Gonesse. L'instruction a été rouverte et sera clôturée le 20 novembre. Le rendu est attendu autour de janvier-février 2019.
2. **Appel de l'annulation de la ZAC** : trois procédures sont en cours devant la Cour administrative d'appel de Versailles. L'instruction n'étant pas close, notre avocat se donne un peu de temps pour terminer son mémoire.
3. **Procédure en référé de l'EPFIF** : audience du 5 décembre au TGI de Pontoise.
4. **Permis de construire de la gare du Triangle** : Maître Le Briero qui nous assiste dans cette procédure a déposé le 15 novembre le recours contre le Permis de construire.

En devenant membre du CPTG vous appuyez, vous amplifiez, vous contribuez au renforcement de la lutte contre le projet Europacity et à la popularisation du projet alternatif, CARMA, au travers d'actions concrètes.

Afin de faciliter les adhésions, nous sommes partenaire de l'association **HELLO** qui gère automatiquement la collecte des fonds et reverse directement par virement sur notre compte bancaire les sommes collectées. Les versements se font par carte bancaire directement à partir de notre site. L'adhésion est de **10 € pour les individuels** et **20 € pour les associations**.

POUR ADHÉRER CLIQUEZ [ICI](#)

Pour ceux qui le préfèrent, il est possible de régler la cotisation par chèque à l'ordre de « Association CPTG » adressé à : Cécile COQUEL, 34 rue Gambetta, 95400 Villiers- le Bel. Vous pouvez télécharger le bulletin d'adhésion en cliquant [ICI](#)

POUR FAIRE UN DON CLIQUEZ [ICI](#)

Vos dons ouvrent droit à déduction fiscale (66 % du montant).

REJOIGNEZ LES COMITÉS «TERRES DE GONESSE»

EuropaCity est au moins un projet de dimension régionale. C'est l'affaire de tous les Franciliennes et Franciliens. Depuis un an, pour répondre à l'entêtement des porteurs du projet EuropaCity, des comités «Terres de Gonesse» ont vu le jour dans plusieurs arrondissements de Paris et villes de la région Île-de- France.

S'il n'y en a pas dans votre commune, vous pouvez décider d'en créer un : pour cela il suffit qu'une référente ou un référent décide de regrouper les quelques personnes de la commune ou de l'intercommunalité qui veulent sauver les terres agricoles de Gonesse.

Les référent-e-s qui s'identifieront auprès du CPTG peuvent compter sur la présence d'un-e membre du CPTG et/ou de CARMA pour l'animation d'une réunion sur le Triangle de Gonesse et contre EuropaCity comme ce fut déjà le cas depuis quelques mois dans plusieurs villes d'Île-de-France.

Si vous vous proposez d'être référent-te, [inscrivez-vous ICI](#).

PRESSE - MÉDIAS

M. Jean JOUZEL propose la création d'une Banque européenne du climat et rappelle son opposition à EuropaCity - **Télérama 19 novembre 2018**

Pour en savoir plus, cliquez [ICI](#)

Europacity, le monstre qui cache ~~la forêt~~ les champs dévastés :

Une vidéo de 3' pour comprendre : [ICI](#)

Découvrir la dramatique histoire du territoire de Roissy dans ce brillant article publié par [ScopFair](#) architectes Paris dans son blog : [Réparer le Grand Paris](#) en cliquant [ICI](#)

Gilles Fumey: «En 1800, Paris était autosuffisant alimentaires»

Par [Sylvain Mouillard](#) pour [Libération](#) — 11 novembre 2018 [ICI](#)



Retrouvez-nous sur internet et faites-nous connaître dans vos réseaux

ATTENTION: quand vous consultez notre site, il arrive fréquemment qu'une petite fenêtre sur fond jaune s'ouvre et vous demande d'entrer vos coordonnées (nom et email) pour recevoir notre lettre de liaison, "l'Écho du Triangle".

Si vous avez reçu ce numéro de l'Écho du Triangle, c'est que vous êtes déjà abonné et il n'est nul besoin de renouveler votre inscription. Contentez-vous de fermer la fenêtre en cliquant sur la croix dans l'angle haut à droite. MERCI.

Suivez-nous sur [notre site](#) , sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#)

